

2018, année de la gesticulation ?



[Olivier Mouton](#) Journaliste politique au Vif/L'Express

Les tensions autour de Theo Francken et du Pacte énergétique préfigurent une cuvée politique tendue, au cours de laquelle chaque parti va se profiler en vue des élections communales et provinciales d'octobre. Avec le risque réel de provoquer des législatives anticipées.



Au sein de la majorité, la fébrilité est palpable. © didier lebrun/photo news

La N-VA joue avec le feu. Sciemment. Depuis le début de la législature, Bart De Wever et les siens multiplient les provocations, verbales ou non, pour donner des gages à leur électorat radical, qui goûte peu le compromis à la belge et la mise au frigo du communautaire. Un pied dedans, un pied dehors. Avec Theo Francken en guise de boutefeufu sur le terrain sensible de l'asile. Kamikaze, la coalition fédérale dirigée par le MR depuis octobre 2014 ? C'était le leitmotiv des premiers mois. Au fil du temps, même les partis d'opposition francophones, qui attaquent en permanence sa politique de droite, ne croyaient pourtant plus en une chute anticipée. L'impression que Charles Michel irait jusqu'au bout et pouvait rêver de rempiler fin 2019 se généralisait. Même si le principal intéressé restait prudent. En connaissance de cause ?

Dans les dernières semaines pluvieuses de 2017, quelque chose semble avoir changé. La déloyauté des nationalistes à l'égard de leurs partenaires s'est renforcée. Et le malaise au sein du MR du Premier ministre a crû : 2018 pourrait-elle devenir rapidement décisive ? D'autant que la perspective des élections communales et provinciales du 14 octobre prochain risque d'engendrer de nouvelles tensions, surtout entre la N-VA et le CD&V ? Une certitude : la fébrilité sera au rendez-vous tout au long de cette année. Et à tous les niveaux de pouvoir. " Oui, 2018 sera agitée ", confirment tous nos interlocuteurs.

"Ne pas faire de Francken un martyr"

En cause, entre autres, la énième affaire Francken. Les libéraux francophones ne s'en cachent pas : la communication " abrasive " du secrétaire d'Etat en matière d'immigration les irrite, souvent, mais elle flatte une part de leur électorat. Ils en profitent, d'autant qu'au-delà de ses tweets simplistes, Theo Francken applique la politique voulue par le gouvernement. " It's a dirty job, but someone has to do it ", résume très justement le politologue gantois Carl Devos. En septembre dernier, l'identification des réfugiés soudanais avec l'aide de leurs propres autorités dictatoriales avait néanmoins embarrassé certains libéraux " sociaux ". " Ce n'est vraiment pas simple à gérer ", nous confiait déjà l'un d'entre eux. Décembre a alourdi ce sentiment. Le secrétaire d'Etat N-VA a menti - il a caché des expulsions programmées, alors que Charles Michel avait décrété une suspension - et qualifié d'" absurdes " les propos du Premier ministre. Contraint et forcé, il a dû présenter ses excuses... pour la septième fois depuis 2014. " Franchement, ça nous emmerde ", appuie un député MR.



Au PS comme au CDH, le leadership des présidents (ici, Benoît Lutgen) est remis en cause. © BRUNO FAHY/BELGAIMAGE

Le Premier ministre fait du " damage control " en réclamant une enquête indépendante au Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) sur la question soudanaise. Mais la pression sur Francken n'est-elle pas devenue insoutenable ? " On est arrivé à la limite ", clame dans *L'Echo* Gérard Deprez, en service commandé. " Francken a menti, il devrait démissionner ", estime Carl Devos. Wouter Beke, président du CD&V, l'invite lui aussi à tirer les conclusions de ses errements en rappelant que, en 2008, des ministres CD&V ont fait un pas de côté, à l'image d'Yves Leterme et Jo Vandeurzen dans le dossier Fortis : " C'est une question de déontologie personnelle ", dit Beke. Ce à quoi le secrétaire d'Etat a répliqué, dans *L'Echo* : " Je ne pense pas à une démission. "

La rivalité N-VA - CD&V, permanente, explique la plupart des tourments de la suédoise, avec le MR en arbitre. " La N-VA a défini le mouvement catholique comme son ennemi numéro un, rappelle Pierre

Verjans, politologue à l'ULiège. Quand Bart De Wever a présenté son programme, en janvier 2014, il a annoncé sa volonté de faire une révolution semblable à celle de Luther, il y a 500 ans. Ce n'est pas pour rien qu'il attaque sans cesse les syndicats, les mutuelles, les coopératives... Il veut faire de la N-VA la nouvelle force structurante du paysage flamand, au détriment du CD&V. "

Si l'enquête du CGRA confirme le dérapage de Theo Francken, Charles Michel devra le sanctionner, au risque de braquer la N-VA. Au sein de laquelle le secrétaire d'Etat est intouchable : on le présente comme le successeur potentiel de De Wever après 2019. A moins que Francken tire sa révérence lui-même, pour faire retomber la pression ? " Paradoxalement, un rapport accablant du CGRA ne ferait pas les affaires du CD&V, relève Dave Sinardet, politologue à la VUB. Transformer Theo Francken en martyr, c'est tout simplement idéal pour la N-VA. " " On a, en réalité, un sentiment de déjà-vu, estime Vaïa Demertzis, politologue au Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp). La séquence est chaque fois la même : une polémique, l'opposition bondit à la Chambre, le Premier ministre recadre ou temporise, sans être sur un siège éjectable, loin de là. Au bout du compte, Bart De Wever élargit le débat, ici en mettant en garde contre une politique des frontières ouvertes, et place sur le devant de l'actualité un thème qui lui est électoralement favorable. " Tout bénéfique pour le parti nationaliste.



Un an et demi avant la présidentielle française de 2017, personne ne voyait venir Macron. © Alexandre MARCHI/BELGAIMAGE

" La peur du Vlaams Belang "

La N-VA n'est pas le premier parti de la majorité fédérale pour rien, celui qui donne le ton. Comme quand son président prend ses distances avec la sortie du nucléaire en 2025, défiant ouvertement ses partenaires dans un dossier clé, avant de donner rendez-vous en 2019 pour revoir l'accord. Cette stratégie de la tension est-elle susceptible de mettre la coalition en péril ? Peu probable. Même si la rumeur d'élections fédérales anticipées, couplées au scrutin communal d'octobre prochain, a

soudainement enflé. " A priori, personne n'y aurait intérêt ", tempore Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Pierre Verjans, lui, ne serait pas étonné que l'attitude agressive des nationalistes ait quelques arrières-pensées. " Dans les sondages, la N-VA reste le premier parti flamand, mais elle baisse par rapport à 2014. Et le danger du Vlaams Belang est toujours là. Les nationalistes redoutent que l'extrême droite progresse dans la dernière ligne droite avant les élections. Voilà pourquoi ils sentent le besoin de mettre la pression. La plupart des analystes disent que ce n'est jamais bon pour un parti de faire tomber un gouvernement ? Ce n'est pas forcément vrai. Lorsque Alexander De Croo, alors président de l'Open VLD, a retiré la prise de Letermé II, en avril 2010, son parti chutait fortement dans les sondages. Et il a coupé cette trajectoire à la baisse. " La N-VA pourrait s'en inspirer. Et ouvrir une campagne anticipée sur des thèmes qui lui sont favorables.

La thèse principale reste pourtant que les nationalistes occupent le terrain pour préserver un rapport de forces bénéfique en Flandre. " En termes cyclistes, on dirait que la N-VA s'est échappée et qu'on ne pourra plus aller la rechercher ", écrivait Carl Devos, mi-septembre. Il lui resterait à pédaler pour maintenir le trou.

"Toujours pas de Macron francophone"



Vaia Demertzis (Crisp) : "On a un sentiment de déjà-vu." © dr

En 2018, cette gesticulation forcenée risque de se généraliser, au nord comme au sud. Pour les partis, il s'agira en effet d'exister, de se différencier, de provoquer... " Nous entrons dans une séquence d'un an et demi de campagne, souligne Vaïa Demertzis. Les communales d'octobre ont leur dynamique propre, les électeurs savent parfaitement distinguer, mais les provinciales constituent la répétition parfaite des législatives et régionales de 2019. " Parce qu'il s'agit d'un scrutin " brut " où les partis se présentent sous leur étiquette, sans personnalisation excessive des débats. Or, le contexte est particulier, surtout côté francophone, où l'onde de choc des scandales devrait changer la donne. Selon les sondages, les trois grands partis traditionnels souffriraient, plus ou moins durement. Et le PTB, DéFI et Ecolo en profiteraient, plus ou moins largement.

" Le scrutin provincial sera un test grandeur nature, résume Pierre Verjans. Qui permettra aux partis de faire les derniers ajustements avant 2019. " Nécessaire pour des formations en perdition, comme le PS ou le CDH, au sein duquel le leadership des présidents est remis en cause. Et indispensable pour imaginer une alternative à la coalition fédérale actuelle. " Une des grandes questions qui structureront cette séquence d'un an et demi, considère Vaïa Demertzis, sera de voir comment le PS, Ecolo et DéFI vont développer une alternative à la politique de droite du fédéral. Et comment le CDH se positionnera. Chacun devra se situer sur l'axe gauche-droite, mais pas seulement : on parlera encore beaucoup de gouvernance au sens large : Provinces, cumul des mandats, rémunérations, éthique... Enfin, après les scandales, il sera surtout intéressant de voir comment les citoyens vont réagir. " Dans la perspective des communales, de nombreuses listes citoyennes ou sans étiquettes voient le jour. Sans qu'on voit venir de phénomène à la Macron, susceptible de tout révolutionner. " Mais en France, un an et demi avant les élections, personne n'en voyait pas non plus ", relativise Pierre Verjans.

On risque pourtant d'avoir un paysage politique très éclaté, face à une N-VA ultradominante. " Et donc des compositions de majorité compliquées à réaliser, comme ce le fut en Allemagne, aux Pays-Bas, dans la plupart des pays européens, conclut le politologue liégeois. Mais ce qui est frappant, c'est l'aveuglement des responsables politiques francophones face à la vague qui risque de les emporter, surtout au niveau local. "

2018 marquera-t-elle une prise de conscience ? Et un sursaut face à l'arrogance de la N-VA ? L'enjeu, au moins, a le mérite d'être clair.